

secteurs-clés de l'économie. Cette activité revêt une particulière importance dans le cas de la production énergétique, qui doit être accrue dans d'énormes proportions pour que se maintienne l'expansion de l'économie européenne.

**Énergie nucléaire**—Il existe depuis le 1<sup>er</sup> février une Agence européenne de l'énergie nucléaire, qui suscite et favorise l'utilisation pacifique de cette énergie en Europe. On envisage de grouper les pays intéressés pour qu'ils collaborent à la recherche nucléaire et à la production de combustibles nucléaires.

**Agence européenne de productivité**—Dès l'inauguration du Plan Marshall, l'OECE a préconisé en Europe les techniques de production et les méthodes d'organisation les plus parfaites. L'Agence européenne de productivité, à cette fin, a diffusé de l'information, organisé des cycles d'études, des voyages d'observation pour directeurs d'entreprises, spécialistes, membres d'associations ouvrières, etc., et pris diverses autres initiatives. Les États-Unis ont aidé puissamment à cette activité. Le Canada a participé à de nombreux travaux et cycles d'études de l'AEP; depuis 1957, il contribue pour 20,000 dollars par année à la réalisation de divers projets intéressant l'Agence.

**Coopération scientifique et technique**—L'OECE se préoccupe depuis quelques années de la nécessité d'accroître le nombre des savants et des techniciens dans les pays membres ou associés pour permettre à ceux-ci de suivre les progrès de la technologie et de maintenir le rythme actuel de leur développement scientifique. L'OECE tente aussi de favoriser la coopération entre ses membres et les pays associés sur le plan de la recherche appliquée.

### L'avenir de l'OECE

L'OECE, dans sa onzième année, doit réussir à concilier, d'une part, la large coopération qui s'est développée depuis dix ans entre ses dix-sept membres et, d'autre part, l'audacieux projet de fusion économique auquel six de ses membres ont lié leurs destins par le traité établissant la Communauté économique européenne, ou Marché commun. En vue de préserver et d'accroître la coopération européenne, une proposition de zone européenne de libre-échange dans laquelle les pays de la CEE trouveraient à leurs côtés les autres pays de l'OECE fait l'objet, depuis quelques mois, à Paris, d'actives négociations. Si ce projet aboutit, le sigle "OECE" disparaîtra sans doute, et un nouveau nom, un nouveau groupe d'initiales s'ajouteront à la liste imposante et déjà déroutante des organismes qui ont pris naissance depuis la fin de la guerre. Dans ce cas, il semble bien que les institutions de l'OECE et son secrétariat, avec l'expérience qu'il a acquise, se verront chargés des tâches nouvelles qu'entraînera l'organisation du libre-échange.